

Villes et diasporas : emprises, empreintes, expériences

Anouche KUNTH

Penser les diasporas dans la ville, avec elle et au-delà, est une invitation à observer comment des groupes humains venus d'ailleurs *se mesurent* au fait urbain. Comment ils s'éprouvent au contact d'un lieu où, de prime abord, tout semble incertain, à commencer par l'environnement urbain, les usages locaux et les législations en vigueur. Comment toutefois des habitudes se prennent, comment se font des « inscriptions dans les tissus locaux¹ ». Inscriptions matérielles, pour commencer, les plus immédiates à saisir, lorsque des appartenances en viennent à s'exprimer physiquement dans l'agencement de la ville, dans sa trame comme dans ses pierres, incitant à prêter attention au bâti et à sa transformation, à l'aménagement des rues et des places publiques, au surgissement de nouveaux quartiers, non sans interroger la pluralité des acteurs engagés dans ce processus de renouvellement urbain, et leurs motivations respectives.

Questionner les appartenances spatiales, c'est aussi porter le regard au-delà des marqueurs topographiques par lesquels sont traditionnellement appréhendées les communautés étrangères dans la ville, pour considérer l'espace que dessine le jeu des interactions sociales². Ces territoires de

l'action se mêlent intimement aux « tissus locaux » que nous venons d'évoquer, en même temps qu'ils les débordent et construisent ce que les géographes appellent des « systèmes de lieux », comme l'explique Marie Chabrol à propos du quartier parisien de Château-Rouge dont les activités commerciales mettent en relation des espaces éloignés les uns des autres. Ce fonctionnement à distance des lieux et des liens est au fondement même de toute recherche sur la réalité diasporique. L'espace-temps des diasporas convoque, en effet, une réflexion sur la capacité d'un monde éclaté à se concevoir comme un ensemble cohérent par-delà sa séparation géographique ; à maintenir un « sentiment de soi³ » indifférent aux contraintes de la dispersion, et/ou projeté sur des « territoires » collectivement appropriés⁴ ; à entretenir des fidélités propres, internes au groupe, grâce à l'échange renouvelé de « paroles et de gestes⁵ », de biens matériels et symboliques. Ce sont-là quelques-unes des thématiques fécondant les études vouées

Minorités et espace urbain du bas Moyen Âge à l'époque moderne, Paris, Éditions de la MSH, 1999.

3. Emmanuel Ma Mung, « Non-lieu et utopie : la diaspora chinoise et le territoire », *L'Espace géographique*, 1994, t. 23, n° 2, p. 106-114.

4. Martine Hovanessian, *Les Arméniens et leurs territoires*, Paris, Autrement, 1995 ; *id.*, « Les territoires de l'altérité : la diaspora arménienne », *L'Espace géographique*, 1994, t. 23, n° 2, p. 129-137.

5. Natalia Muchnik, *De paroles et de gestes. Constructions marranes en terre d'Inquisition*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2014.

1. Simona Cerutti, *Étrangers. Étude d'une condition d'incertitude dans une société d'Ancien Régime*, Paris, Bayard, 2012, p. 18, cité par Eleonora Canepari dans ce numéro.

2. Dans la lignée, notamment, de Jacques Bottin, Donatella Calabi (dir.), *Les étrangers dans la ville*.

aux diasporas, à leurs ancrages et réseaux transnationaux⁶. Elles procèdent peu ou prou d'une approche dite « classique » du fait diasporique qui s'est, au demeurant, fortement renouvelée suite aux critiques d'inspiration postmoderne formulées dans les années 1990⁷. Les mises en cause ont pointé le caractère fixiste d'une pensée de l'unité et de la reproduction identitaire, faisant peser sur les destinées collectives un risque d'essentialisation. Elles prônaient notamment de délester les diasporas du poids des origines, c'est-à-dire de les affranchir de leur lien ontologique à la terre d'origine, et de repenser entièrement leur rapport à l'espace. Le territoire d'une diaspora est impensable, devait indiquer pour sa part Emmanuel Ma Mung à partir du cas chinois, car il est « partout, et donc nulle part » : la diaspora est avant tout projection de soi dans l'espace, forme « exterritorialisée » d'existence collective faisant des lieux parcourus « une multitude d'équivalents⁸ ».

Plusieurs contributeurs de ce dossier manifestent, à leur tour, une réserve critique vis-à-vis du concept de « diaspora », appliqué aux présences étrangères dans les villes

d'Europe centrale et méditerranéenne à l'époque moderne. Ils récusent l'usage partisan et ethno-centré qu'en ont fait les traditions historiographiques de leurs domaines respectifs. Aux lectures mono-ethniques isolant un groupe pour l'étudier en vase clos, allant jusqu'à plaquer sur lui des conceptions nationales anachroniques – comme le souligne Giorgos Plakotos à propos d'une certaine historiographie grecque –, les auteurs préfèrent une entrée par l'espace, plus exactement par « l'espace fluctuant » (Mathieu Grenet) de la ville où s'agencent les relations sociales. Celles-ci se distribuent entre différents groupes ethno-confessionnels ou en leur sein même; elles impliquent aussi les rapports aux pouvoirs publics et aux autochtones. La ville est alors envisagée comme ce vaste « laboratoire social⁹ » où méditer le sens que revêt une expérience concrète, localisée et modulable, d'altérité et d'acculturation.

Autre écueil évité par les auteurs, le carcan épistémologique du « quartier ethnique¹⁰ ». Parler de « scènes urbaines » convient mieux à l'esprit général du dossier, en écho à celui que la *Revue européenne des migrations internationales* a consacré voici plus de dix ans aux travaux de l'École de Chicago¹¹. En outre, la morphologie

6. Quelques références: Lisa Anteby-Yemini, William Berthomière, Gabriel Sheffer (dir.), *Les diasporas. 2000 ans d'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005; Robin Cohen, *Global Diasporas. An Introduction* [1997], Londres, New York, Routledge, 2008; Stéphane Dufoix, *Les diasporas*, Paris, Presses universitaires de France, 2003; Gabriel Sheffer, *Diaspora Politics. At Home Abroad*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003; Georges Prévelakis (dir.), *Les réseaux des diasporas*, Paris-Nicosie, L'Harmattan/KYREM, 1996.

7. James Clifford, *Routes, Travel and Translation in the Late Twentieth Century*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 1997; voir aussi Christine Chivallon, « La diaspora noire des Amériques. Réflexions sur le modèle de l'hybridité de Paul Gilroy », *L'Homme*, 2002, n° 161, p. 51-74; Stéphane Dufoix, « L'objet diaspora en question », *Cultures et conflits*, 1999, n° 33-34, p. 147-163.

8. Emmanuel Ma Mung, « Non-lieu... », art. cit., p. 108.

9. Approche de la ville théorisée par Robert E. Park, « The City: Suggestion for the investigation of human behavior in the urban environment », in Robert E. Park, Ernest W. Burgess, Roderick D. McKenzie, *The City*, Chicago, University of Chicago Press, 1925, p. 1-46.

10. Pour un bilan critique de cette notion, voir par exemple: Stéphane Dufoix et Valérie Foucher, « Les Petites Italies (et les autres...) : éléments de réflexion sur la notion d'ethno-territoire », in Marie-Claude Blanc-Chaléard, Antonio Bechelloni, Bénédicte Deschamps, Michel Dreyfus, Éric Vial (dir.), *Les Petites Italies dans le monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 423-436.

11. Lamia Missaoui, Pierre Tripier, Marie-Antoinette Hily (dir.), dossier « L'étranger dans la ville », *Revue européenne des migrations internationales*, 2002, vol. 18, n° 3.

spatiale des liens communautaires est chaque fois étudiée dans une perspective comparée, qui relève le plus souvent de ce que Nancy L. Green appelle le « modèle convergent » d'analyse comparatiste, où l'unité spatiale constitue l'invariant (Rome, Venise, Tunis, Château-Rouge) pour y observer le devenir de groupes distincts¹². Chez David Do Paço, en revanche, la comparaison suit un modèle divergent pour s'attacher à un même groupe, les Ottomans, dans quatre contextes urbains de la monarchie austro-hongroise; ce faisant, il dévoile le fonctionnement de ce qu'il appelle la « constellation ottomane ». Modèle de comparaison linéaire, enfin, pour ceux qui ont fait le choix de la longue durée et parviennent ainsi à identifier plusieurs âges au sein d'une formation diasporique: il leur appartient alors de qualifier les relations, ou absence de relations, entre les diverses strates d'un groupe de compatriotes que le temps a séparé.

Trois axes thématiques charpentent cette histoire spatialisée des relations ville-diaspora. Le premier envisage les rapports entre construction matérielle et construction sociale en s'intéressant aux décalages qu'une présence étrangère inscrit dans le tissu physique, comme dans les temporalités de la ville. Les deux autres, distincts et complémentaires, se penchent sur la diversité d'acteurs qui, du pouvoir étatique à l'habitant étranger, prennent place dans la ville et font émerger, au gré de leurs pratiques et interactions, des scènes urbaines, où donner une lecture souple et située de ce qui fait « groupe » sur un territoire donné.

Formes et temps

Le rapprochement de ces deux termes, « formes » et « temps », vient au géographe Marcel Roncayolo pour résumer son herméneutique de la ville¹³. Tout est d'abord affaire de morphologie, explique-t-il. La ville se pense en termes de tracés, de volumes, d'habitations et, partant, de représentations. C'est ainsi que, subrepticement, la forme physique mène à l'idée, aux désirs de ville et projections de soi dans l'espace. La morphologie urbaine, souligne alors M. Roncayolo, est aussi morphologie sociale, invitant à voir les lieux comme des dispositifs de l'action, des « territoires du temps » où se construit, notamment, un rapport à l'autre.

La ville, qui n'a de cesse de mettre ses habitants en mouvement, voit son propre espace se transformer de la présence étrangère. Extension des faubourgs (tel le Leopoldstadt de Vienne qu'évoque David Do Paço, ou encore la « Petite Sicile » gagnée sur les marécages de Tunis au début du xx^e siècle, dont Christophe Giudice retrace la morphogénèse), apparition de nouveaux lieux de rencontre et espaces de sociabilité (tel le *dopolavoro*, pour continuer avec Tunis), ou simplement de nouvelles façons d'habiter la ville, d'y travailler, d'y contracter des liens. Pour porter sur les Italiens de Tunis, groupe européen le plus influent de la ville précoloniale et le plus investi dans le secteur de la construction, l'article de C. Giudice ne manque pas l'occasion de décrire les formes matérielles qu'engendre localement la réussite des négociants sardes ou génois. Le style ostentatoire de leurs riches demeures – ornées de balcons et de ferronneries, peintes de

12. Nancy L. Green, *Repenser les migrations*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, p. 27 sq.

13. Marcel Roncayolo, *Lectures de villes. Formes et temps*, Marseille, Parenthèses, 2002; voir aussi Georg Simmel, *Sociologie. Étude sur les formes de la socialisation*, Paris, Presses universitaires de France, 1999.

couleurs chaudes – frappe les contemporains, habitués à l'apparente sobriété des constructions à patio des notables tunisois. Les formes sont ainsi l'expression de rapports sociaux, de rapports de force, de ruptures économiques. Sur la durée, note toutefois C. Giudice, les entrepreneurs italiens se conforment aux normes architecturales édictées par le pouvoir français et participent, de ce fait, à l'édification de la ville coloniale – trait incitant, comme on va le voir, à ne pas négliger le rôle de la puissance publique dans les rapports d'un groupe diasporique à l'espace.

Se pencher sur la morphologie d'une ville, c'est encore examiner la répartition spatiale des populations allogènes, à l'instar de ce que propose Eleonora Canepari en détaillant les présences lombardes dans la ville de Rome. Au-delà de savoir si le fait de venir de Lombardie trouve une transcription concrète dans l'espace urbain, l'auteur examine les logiques qualitatives qui président aux regroupements, aux interactions, aux affinités électives. L'analyse multi-scalaire lui permet de multiplier les incises dans son objet d'étude – le groupe des Lombards à Rome – afin de donner une lecture croisée et dynamique des liens qu'il contracte et des lieux qu'il investit. Les variations dans l'espace romain d'une appartenance *lombarde* nourrissent, au fil de l'article, une fine réflexion sur les modalités d'insertion individuelle dans les collectivités distinctes que sont la ville, le quartier, la place publique, l'appartement, mais aussi la confrérie, la *natio*.

Au vrai, un questionnement sur les échelles d'analyse parcourt l'ensemble des contributions. Il se dégage alors sinon un axe transversal de réflexion, du moins une façon commune de faire, de lire les sources, de se méfier des catégories totalisantes. Une aspiration partagée à rendre intelligible

la « fabrique communautaire¹⁴ », pour reprendre à Mathieu Grenet une expression dont il affectionne les potentialités épistémologiques : à ses yeux, la « fabrique » situe d'emblée l'enjeu de la recherche du côté des interactions sociales, des fluctuations d'un espace relationnel où les places sont sans cesse renégociées et les projets, réajustés aux opportunités locales. L'échelle microscopique s'avère la plus propice à la menée d'une telle enquête, attentive aux liens interpersonnels et à leur déploiement dans l'espace. Pour sa part, la dette que se reconnaît la géographe Marie Chabrol envers le courant de la *microstoria* ne vaut pas seulement pour son choix de privilégier l'expérience urbaine vécue par l'habitant ; elle tient également à l'opportunité de saisir les strates temporelles qui traversent la vie d'un vieux quartier immigré de Paris en cours de transformation sociale. Comme Georges Perec l'a fait dans le Belleville de son enfance¹⁵, M. Chabrol plonge dans l'histoire de Château-Rouge en remontant une rue, en faisant la biographie d'un immeuble, en étudiant les trames relationnelles d'un même individu. Elle opère ainsi une traversée des lieux et du temps.

L'approche micro-scalaire ne cantonne pas l'étude à une micro-unité de lieu. Le suivi des activités commerciales de Château-Rouge met en rapport l'espace du quartier avec ceux de la banlieue parisienne, des quartiers immigrés de grandes villes européennes et, bien sûr, des régions d'approvisionnement en Afrique subsaharienne. L'individualisation des parcours permet également à D. Do Paço d'observer comment les circulations commerciales tirent la ville ailleurs, hors de son périmètre géographique stricto sensu. En l'espèce, l'activité

14. Mathieu Grenet, *La fabrique communautaire. Les Grecs à Venise, Livourne et Marseille, v. 1770-v. 1830*, Rome, École française de Rome, à paraître (fin 2016).

15. Georges Perec, *L'infra-ordinaire*, Paris, Le Seuil, 1989.

marchande des frères Filzoglou ne se limite pas à l'approvisionnement de Vienne: elle relie plus largement les Balkans ottomans à la Pologne en se ramifiant le long du Danube et de l'un de ses affluents, la Tisza. Le « territoire circulatoire¹⁶ » des Filzoglou se compose ainsi de micro-relais urbains dispersés à travers l'Europe centrale et orientale, et articulés entre eux de part et d'autre des frontières internationales. De sorte que les plus petites unités spatiales – ici, des comptoirs commerciaux – s'offrent à l'analyse comme les parties d'un ensemble, lequel fonctionne en réseau et participe du maillage transnational que dessinent les villes entre elles. On songe alors au texte d'Alain Médam recourant à l'image des « villes océanes » pour signifier l'espace en mouvement où les « êtres en diaspora » trouvent d'innombrables ressources¹⁷; les analogies de formes que présentent les villes et les diasporas sont ainsi suggérées. Enfin, D. Do Paço fait remarquer qu'au sein même de ces territoires de l'échange, anciennes et nouvelles diasporas ottomanes interagissent. Le comptoir commercial n'est donc pas seulement une micro-unité spatiale reliée à un tout, il apparaît également comme un observatoire des diverses temporalités sociales.

Comme l'a maintes fois souligné Stéphane Dufoix, une diaspora n'est jamais un donné, une évidence qui préexisterait à elle-même. Pas plus qu'elle ne se réduit à un phénomène de sédimentation mécanique dans la ville. Elle surgit d'expériences cumulées, ce qui pose inmanquablement la question de la *durée nécessaire* pour qu'une telle structuration survienne et

soit perceptible. Première échelle de temps mobilisée pour saisir des collectifs en train de s'éprouver au contact de la ville et de ses habitants, celle de la rencontre, de la mise en relation. Une scansion chronologique aussi brève et ramassée réclame une échelle spatiale appropriée: celle qui, au plus près des acteurs, entre de plain-pied dans les cafés, les hôtels meublés, les auberges et autres lieux emblématiques des situations liminaires. Dans ces lieux, les rassemblements acquièrent une dimension sociale significative, sans qu'il faille toutefois présumer de l'intentionnalité à « faire diaspora ». Les articles s'attachent donc à expliciter les logiques et les temporalités qui président aux regroupements, aux gains de visibilité, aux inscriptions identitaires réinventées pour durer, comme aux phases éventuelles de rétractation, voire de disparition.

Le retour de l'État

Un constat s'impose: alors qu'une lecture située des rapports sociaux fait porter l'accent sur les acteurs et leurs pratiques, la question de l'influence étatique sur les trajectoires urbaines des groupes allochènes parcourt l'ensemble des articles composant cette livraison de *Diasporas*. L'État impérial fait même office d'acteur principal dans la contribution de Giorgos Plakotos; prenant appui sur deux groupes diasporiques, les Grecs et des Juifs installés à Venise aux xv^e et xvi^e siècles, l'auteur se propose de démontrer le rôle direct de la cité-État dans l'institutionnalisation des structures communautaires qui, en retour, lui servent à identifier et à catégoriser les populations présentes dans la ville. Un tel angle permet à G. Plakotos de soustraire les groupes étudiés aux catégories historiographiques par lesquelles ils sont généralement abordés. Car en choisissant la focale étatique, G. Plakotos aspire

16. Alain Tarrus, « Au-delà des États-nations: des sociétés de migrants », *Revue européenne des migrations internationales*, 2001, vol. 17, n° 2, p. 37-61.

17. Alain Médam, « Diaspora/Diasporas. Archétype et typologie », *Revue européenne des migrations internationales*, 1993, vol. 9, n° 1, p. 64.

à explorer les voies d'une « citoyenneté impériale » imaginée par l'État vénitien pour mieux tenir son Empire; ici, Venise est moins un espace urbain qu'un *espace de sujétion*, au sein duquel l'inclusion se fait au bénéfice réciproque de l'État intégrateur et des populations diasporiques dont la loyauté est sollicitée.

La ville, en chacun des articles, est pensée comme un espace réglementé, régenté par un pouvoir lui-même fluctuant en ces siècles d'affrontements austro-ottomans et/ou de (re)conquêtes impériales et, partant, un pouvoir en quête de légitimité. On songe dès lors aux remaniements opérés à Tunis par le pouvoir colonial français: l'installation du protectorat en 1881 s'accompagne d'aménagements visant à marquer dans l'espace urbain l'emprise du « vainqueur », comme l'explique C. Giudice. Or une telle politique s'en prend de front aux positions des Italiens anciennement implantés à Tunis, mieux introduits que tout autre groupe européen dans les cercles beylicaux, et soudain abaissés à une place subalterne; cette relégation stimule cependant une riposte architecturale de la part des élites italo-tunisoises, mue par la volonté de « ne pas perdre de terrain », au sens propre comme au sens figuré. Fragilisées, elles cherchent ainsi à redoubler de visibilité – non sans recevoir, pour ce faire, le soutien de Rome – et vont jusqu'à assumer la construction de bâtiments de prestige (tel le théâtre Rossini, en 1901) dans un esprit de rivalité avec les édiles français.

Les exemples pris à la ville moderne, dans la monarchie habsbourgeoise ou à Venise, illustrent plus nettement encore cette « politique de la différence » que Jane Burbank et Frederick Cooper associent au fonctionnement de l'État impérial multiethnique

et multiconfessionnel¹⁸. Selon ces deux auteurs, en effet, le gouvernement impérial se caractérise par une gestion des différences que l'on voit à l'œuvre dans la ville à travers la négociation des statuts, l'attribution mesurée de privilèges, la circonscription des lieux – on pense bien sûr au ghetto juif de Venise, mais d'autres cas ressortent des pages qui suivent. Il n'importe pas encore, à ce stade, que les groupes excèdent les espaces auxquels ils sont liés de façon plus ou moins coercitive (ce sera l'objet du point suivant), mais de souligner que l'État intervient de diverses manières pour domestiquer les étrangers dont il attend des engagements. Par conséquent, les modalités d'installation dans la ville relèvent, en partie, d'une technique de gouvernement consistant à s'assurer des fidélités en échange d'une visibilité maîtrisée sur la scène urbaine.

Si le pouvoir fait les statuts, il lui arrive également de les défaire. Aussi l'espace urbain constitue-t-il un excellent observatoire du phénomène de réversibilité affectant les positions politiques et sociales d'un groupe minoritaire. Le processus se développe parfois sur la longue durée. Le déclassé-ment que subissent les élites italiennes de Tunis lors de l'établissement du protectorat français à la fin du XIX^e siècle entraîne l'affermissement d'un lien compensatoire avec la « mère patrie »; les notables deviennent localement les agents d'une italianité militante, exportée avec le soutien du gouvernement italien, ce qui, en 1945, servira de prétexte aux autorités françaises pour stigmatiser l'ensemble des Italiens tunisois, englobés dans la catégorie ennemie des « fascistes ». Leur expulsion est alors décrétée, leurs biens confisqués, sans égard pour la réalité des convictions personnelles.

18. Jane Burbank, Frederick Cooper, *Empires in World History: Power and the Politics of Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

En contexte de persécution étatique, la ville se referme sur la fraction de ses habitants soudain fantasmés comme des « ennemis de l'intérieur », listés par les agents publics, arrêtés, déportés, désignés à la foule meurtrière, aux actes de prédation. Sur le moment, le tissu urbain ouvre des interstices (caves d'immeuble, toits, citernes, voisinage, etc.) où trouver refuge. Des décennies plus tard, rues et immeubles demeurent souvent les témoins muets des exactions commises à l'encontre des anciens voisins. Au cours de son voyage à Bursa, ville de Turquie occidentale où vivaient les siens avant le génocide de 1915, l'écrivaine d'origine arménienne Janine Altounian est saisie d'effroi devant le spectacle des maisons éventrées, laissées à l'abandon : là où les murs s'affaissent dans l'indifférence, la rue a définitivement cessé d'être une forme du vivre ensemble, un segment partagé de civilisation¹⁹.

L'habitant et ses pratiques

On pourra se convaincre, à la lecture de ce dossier, que les auteurs n'ont pas choisi d'ignorer « la part des individus²⁰ », habituellement escamotée dans le champ des études diasporiques au profit de modélisations dont le risque d'uniformisation des configurations sociales a déjà été souligné. Point question, ici, de « diaspora marchande » ou de « minorité intermédiaire », pour abonder dans le sens des critiques que

Boris Adjemian adresse à ces catégories analytiques, mais de marchands, de consuls intermittents, d'artisans ou d'architectes. L'entrée par les activités obéit à la volonté d'interroger autrement les appartenances collectives, en cernant un ensemble de pratiques, réglementées ou officieuses. Suivant les scènes urbaines où ils se laissent observer, les groupes apparaissent tantôt comme un cercle familial et/ou professionnel, tantôt comme un collectif identifiable à une origine géographique, à une catégorie sociale, à une confrérie religieuse, à un couleur politique, à une aire linguistique, à un vécu migratoire. Des communautés labiles naissent d'une dynamique de l'échange qui, toujours, s'articule à des lieux précis et à des ressources partagées ou disputées ; des communautés dont les membres, pour se reconnaître et se distinguer, privilégient tel ou tel segment de références, selon les enjeux qui se présentent à eux. Il s'ensuit que la notion même de « communauté » revêt une valeur heuristique, permettant de penser les fines différenciations qui s'insistent dans l'espace social, peuvent mener de la coprésence à la coexistence et parfois, générer du conflit.

Le déploiement du jeu social dans le tissu urbain suit ainsi un cours horizontal que l'appartenance ethno-confessionnelle ne suffit pas à caractériser. Faire cette observation dans la ville de l'époque moderne, comme le proposent plusieurs articles réunis ici, renforce d'autant plus la critique adressée aux totalisations de l'approche ethno-centrée que, précisément, cette logique primait alors dans l'organisation de la cité, où statuts et privilèges étaient accordés aux étrangers identifiés à une « nation » précise. Sans réfuter, à l'instar d'E. Canepari et de G. Plakotos, le rôle performatif des assignations étatiques, sans négliger non plus les assises territoriales des groupes institutionnalisés dans la ville, les auteurs déplient le feuilletage

19. Janine Altounian, « Comment se transmet dans l'exil la précarité d'une délimitation de soi dans l'espace et le temps », in Jean François Chiantaretto (dir.), *Écritures de soi, écritures des limites*, Paris, Hermann, 2014, post-propos.

20. Boris Adjemian, « Les Arméniens en Éthiopie, une entorse à la "raison diasporique" ? Réflexion sur les concepts de diaspora marchande et de minorité intermédiaire », *Revue européenne des migrations internationales*, 2012, vol. 28, n° 3, p. 107-126.

des appartenances pour mieux identifier où et quand se nouent, au-delà des catégories prescrites, les liens les plus électifs. Si l'ethnique est « quotidien²¹ », il ne contient pas tout le spectre de l'agir. En retour, Marie-Carmen Smyrnelis s'empare de la notion de cosmopolitisme pour questionner, avec Robert Ilbert, l'émergence d'une « communauté d'intérêts » coiffant l'ensemble des segmentations sociales et des affinités particulières.

Il faut alors aborder ce dossier avec une série de questions que chacun voudra, ou pas, trancher au fil de sa lecture : où, quand et pourquoi se référer au concept de *diaspora* ? Est-ce là, pour le chercheur, manière de durcir des formations évanescences ? De rendre compte, au contraire, d'un rapport souple, éclaté, aux territoires habités ? Est-ce enfin saisir un réel fait d'une multiplicité de liens, qui se recomposent, se cumulent et s'entrecroisent dans l'espace ?

Penser par l'expérience, c'est encore se donner les moyens d'aller à la rencontre du migrant-habitant. Celui-ci arrive chargé de son propre passé, d'une mémoire sociale qu'il mobilise de diverses manières dans son quotidien, dans ses affaires, dans son rapport aux lieux. L'expérience acquise de l'acteur – lequel se présente, suivant les situations, comme originaire d'un village ou d'une vallée, comme venant d'un diocèse, ou encore comme membre d'une *natio* – est au cœur de la réflexion d'E. Canepari sur les modalités d'insertion individuelle dans le tissu

urbain. L'auteur sait toutefois questionner ce que crée la migration, ce qu'apporte la distance à l'édification d'un sentiment de soi : les *nationes* de l'époque moderne sont des « produits de l'éloignement géographique », écrit E. Canepari, non sans se référer aux travaux de Benedict Anderson sur les « communautés imaginées ».

Imaginaire et représentation sont deux thématiques communes à l'étude des diasporas, d'une part, et de la ville, d'autre part. Il n'est donc pas étonnant qu'elles en viennent à se croiser au terme de ces propos liminaires, plus précisément dans ces lignes sur l'habitant étranger, dont la qualité de coproducteur de la ville amène une nouvelle interrogation : cette capacité coproductrice manifeste-t-elle l'autonomie de représentations singulières face aux modèles environnants, ou est-elle au contraire la marque tangible d'un ralliement, d'un apprentissage des codes sociaux dominants²² ? L'« être cosmopolitique » dont s'entretiennent M. Grenet et M.-C. Smyrnelis paraît combiner avec aisance ces deux modalités. Que l'on songe au franc-maçon du XVIII^e siècle qu'évoque M.-C. Smyrnelis : son cosmopolitisme peut se lire comme une pensée sur le monde, la volonté de s'approprier un espace universel. Mais les valeurs partagées entre frères, unis par l'adhésion à une profession de foi bien spécifique, offrent aussi des possibilités d'ancrage local et d'engagement citoyen, partout où l'accueil fraternel rend de telles implications possibles.

21. D'après Anne Raulin, *L'ethnique est quotidien. Diasporas, marchés et cultures métropolitaines*, Paris, L'Harmattan, 2000.

22. Marcel Roncayolo, *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1990, p. 178 sq.

Anouche KUNTH est historienne, docteur en histoire et civilisations de l'EHESS, chargée de recherche au CNRS (Migrinter). Elle est l'auteur de : *Exils arméniens. Du Caucase à Paris (1920-1945)*, Paris, Belin, coll. « Contemporaines », 2016 ; *Arméniens en France, du chaos à la reconnaissance*, Toulouse, L'Attribut, 2010, coécrit avec Claire Mouradian. Elle coordonne, avec l'anthropologue Chowra Makaremi, un séminaire à l'EHESS intitulé : « Violences de masse : enquêter par l'intime. Sources, méthodes, épistémologie ». Ses travaux actuels, consacrés au monde arménien en exil, abordent l'événement génocidaire depuis la dispersion massive et forcée des survivants.